

Woleu-Ntem/Département du Ntem/Bitam/Vie des associations/Be nya mam ye Bikondom...

Campagne de recensement des couples mixtes



Photo : PME

Le sous-préfet de Bikondom, Dagobert Essono Nguema, et le coordinateur Jean-Pierre Zima Mefe.



Photo : PME

Les auxiliaires de commandement...



Photo : PME

... et les trois enquêteurs pendant la cérémonie.

PME
Bitam/Gabon

DANS le cadre de ses activités annuelles, l'Association "Be nya mam ye Bikondom" (en français : les bonnes affaires ou choses de Bikondom) a lancé, le 12 février 2019, dans le district de Bikondom, une campagne de recensement des couples mixtes (RCM) et de leur progéniture. Une opération élargie aux couples vivant en union libre et en concubinage. Cette opération qui va se dérouler durant une se-

maine et demie, a été lancée par le sous-préfet dudit district, Dagobert Essono Nguema. En présence des auxiliaires de commandement des 28 villages et regroupements des villages de la contrée. Occasion pour le coordonnateur, Jean-Pierre Zima Mefe, par ailleurs expert en sondage, collecte et analyse des données, de préciser que cette campagne a pour objectif, de « disposer des caractéristiques sociodémographiques et économiques desdits couples mixtes et de leurs enfants. » La collecte des données sur le terrain est menée par trois statisticiens aguerris et engagés

par les responsables de l'association Be nya mam ye Bikondom. Il s'agira, à terme, pour les enquêteurs, de réaliser un échantillon des hommes, femmes et enfants issus des couples et des unions libres, ne disposant pas d'état-civil conforme à la loi de notre pays. « Le but des responsables de l'association Be nya mam ye Bikondom est de disposer de fichier des couples mixtes et de leurs progénitures, résidant dans le district de Bikondom », a précisé Jean-Pierre Zima Mefe. L'objectif, à long terme, est d'établir des actes de naissance gabonais et authen-

tifiés aux enfants issus de ces unions des ruraux. A en croire la présidente de cette plate-forme, Marie-Claire Aboghe Ndong, l'association, à travers cette campagne, œuvre pour le développement socio-économique de tout le district de Bikondom. Pour atteindre les résultats escomptés, les trois experts vont approcher les chefs de villages et regroupements des villages, couples mixtes, les enfants et les villageois. Avec eux, les enquêteurs évoqueront des questions relatives, entre autres, à la vie quotidienne, au cursus scolaire, à l'état-civil et à la fécondité (pour

ceux qui ont des enfants). Pour mener à bien cette campagne de proximité, le sous-préfet a exhorté les auxiliaires de commandement et les villageois à collaborer et à rendre agréable, le séjour des agents recenseurs. Il s'agit, pour Dagobert Essono Nguema, d'une opération qui tient à cœur les plus hautes autorités du pays, en tête desquelles le président de la République, Ali Bongo Ondimba, dans le sens de la maîtrise et des données relatives aux couples mixtes et des enfants issus de ces unions. « Je vous invite à bien accueillir, à recevoir et à héberger

dans vos localités respectives, des agents qui ont été commis pour cette opération de recensement. Il y va de votre intérêt, afin que le gouvernement ait une lisibilité dans la situation des couples mixtes et de leurs enfants, dans le district de Bikondom », a lancé le sous-préfet. Les chefs de villages et les ruraux ont salué l'initiative de l'association "Be nya mam ye Bikondom". Dans la mesure où ce recensement devrait permettre aux initiateurs d'être au parfum du chiffre exact du nombre des apatrides qui vivent dans les bourgades du district de Bikondom.

... et petits métiers

Une "mine d'or" aux mains des seuls expatriés



Photo : Julie Nguimbi

Tous les petits métiers sont quasiment tenus par des ressortissants étrangers : le cas de la cordonnerie...



Photo : Julie Nguimbi

... de la braise de poisson et ...



Photo : Julie Nguimbi

... de la coiffure...



Photo : Julie Nguimbi

... et même de la vente itinérante de lait caillé.

RAD
Bitam/Gabon

BITAM, chef-lieu du département du Ntem, deuxième ville du Woleu-Ntem après Oyem, compte 13 421 habitants (2010). Située à une trentaine de kilomètres du Cameroun, la ville d'Ondo Nkoulou est également frontalière avec la Guinée Equatoriale. Diverses communautés provenant de ces Etats frères, auxquelles se sont joints Nigériens, Burkinabè, Ivoiriens et bien d'autres, y sont donc installés. Grâce à eux, une mine d'or que les autochtones sous-estimaient jusque-là, c'est-à-dire les petits métiers, a connu un véritable essor. On peut les voir s'investir corps et âme

dans ce secteur, avouant en tirer de substantielles sources de revenus. Pendant que de jeunes nationaux, pourtant aux bras solides, se tournent les pouces, quand ils ne s'adonnent pas à l'alcool. En effet, un rapide tour dans la ville permet de découvrir que la cordonnerie, la coiffure, la vulcanisation, les pousse-café, la restauration, la couture, le transport urbain, sont essentiellement aux mains des non Gabonais. Des petits métiers qui nourrissent bien leur homme. Une compatriote, la soixantaine, propriétaire du restaurant "Conseil des ministres", nous a fait cette confidence: « Mon frère, la semaine dernière, j'ai rencontré un jeune Camerounais qui venait me faire la pédicure et la manucure ici à 200 francs, alors que je l'avais

perdu de vue depuis un mois. Il m'a fait comprendre qu'il était au pays achever les travaux de sa maison. » Dans la cité, une main d'œuvre burkinabè est même disponible pour des travaux champêtres (débroussaillage, abattage, etc.). Ils sont

nombreux, note-t-on, ces Ouest-africains qui s'installent progressivement dans les villages, pour pratiquer l'agriculture, notamment le jardinage, profitant de la fertilité de notre sol abandonné par les nôtres. Des témoignages concor-

dants affirment que les rares nationaux qui s'essayent dans les petits métiers, ne s'y prendraient pas sérieusement. « Quand quelqu'un veut consommer ou fumer, il peut aller chasser ou trouver une petite bricole juste pour ce besoin. Tant que l'argent gagné n'est pas fini, il ne cherche pas ailleurs », peut-on entendre commenter l'un de ces témoins, interloqué. Même si une frange de la jeunesse bitamoise, pour s'en défendre, argue que ces frères venus d'ailleurs tiennent leur réussite au fait qu'ils débarquent souvent sans charges. Mais, « est-ce que c'est ce qui empêche les Gabonais de s'investir aussi dans les petits métiers, au lieu d'assister, en spectateurs, à l'exploitation de cette mine d'or ? », s'interroge, dans une sorte d'indignation, dame Jeanne.

Selon cette femme, les devises du Gabon traversent la frontière chaque semaine, et toujours dans le même sens. Surtout qu'à Bitam, il y a de moins en moins de structures de transfert d'argent. Si l'on ajoute le fait que plusieurs expatriés locaux sont des sans-papiers, on comprend mieux pourquoi le convoiement d'argent liquide en direction des frontières est un véritable sport ici. Il est peut-être temps que les jeunes nationaux se convainquent à l'idée que le secteur des petits métiers est l'une des pistes crédibles dans la lutte contre le chômage qui les frappe de plein fouet. Il devient plus qu'urgent d'inciter ceux d'entre eux sans emplois habitant Bitam à s'y investir. Comme leurs semblables qui viennent de l'autre côté des deux frontières.